

print

Après le putsch pro-UE en Ukraine, la Russie met son armée en alerte militaire

De [Alex Lantier](#)

Global Research, février 28, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/apres-le-putsch-pro-ue-en-ukraine-la-russie-met-son-armee-en-alerte-militaire/5371327>

Le Kremlin a mené hier des exercices militaires de grande ampleur le long de sa frontière avec l'Ukraine, tandis que les tensions s'intensifient avec le régime ukrainien, soutenu par l'occident, qui a pris le pouvoir au cours du putsch mené par des fascistes samedi à Kiev.

En annonçant ces exercices, le ministre russe de la Défense Sergei Shoigu a déclaré : « Conformément à un ordre du président de la fédération de Russie, les forces du district militaire ouest ont été mises en alerte à 14 heures aujourd'hui. »

L'alerte militaire a été présentée comme un « test d'interopérabilité surprise de grande ampleur » des forces armées des districts militaires occidental et central et le commandement de sa force aérienne. 150 000 soldats, 90 avions de combats, 120 hélicoptères d'attaque, 880 chars et 90 navires y auraient participé.

Même si Shoigu a affirmé que cette mobilisation était « largement déconnectée » des événements de Kiev, il a fait remarquer de manière significative que les exercices ont eu lieu « à la frontière avec plusieurs pays, dont l'Ukraine. » Cette alerte a été largement rapportée comme la première réaction publique à la crise ukrainienne du président russe Vladimir Poutine qui, jusqu'à présent, était aux Jeux Olympiques de Sotchi et n'avait pas fait de commentaire sur ce sujet.

Shoigu a ajouté que Moscou « veille attentivement » à la situation dans la péninsule de Crimée, une région à majorité russe de l'Ukraine qui comprend une base navale russe très importante à Sébastopol.

Des milliers de gens ont manifesté hier pour et contre le nouveau régime ukrainien à Simferopol, capitale régionale de la Crimée. Une personne a été tuée et beaucoup ont été blessés au cours de heurts entre les opposants russes au régime de Kiev, dont beaucoup sont des Cosaques et des Tatars, partisans du régime soutenu par l'occident. Les manifestants russes ont demandé l'organisation d'un référendum sur la sécession de l'Ukraine, auquel se sont fermement opposés les manifestants tatars.

Ces heurts soulignent la manière dont le soutien irréfléchi accordé par Washington et l'Union européenne (UE) aux groupes d'opposition de droite et fascistes à Kiev ont poussé l'Ukraine au bord de la guerre civile, menaçant de se développer en un affrontement direct entre la Russie et l'OTAN.

Les tensions s'intensifient fortement depuis que le putsch de samedi a fait tomber Viktor Yanukovitch, le président ukrainien soutenu par la Russie. Le régime de Kiev a déclaré que le russe n'est plus une langue officielle de l'Ukraine, tandis que des responsables en Crimée et dans plusieurs provinces du Sud et de l'Est, ont dit qu'ils ne reconnaissent pas l'autorité du nouveau régime.

Les conflits se développent en particulier au sujet de la Crimée. Mardi, le président par intérim de Kiev soutenu par l'occident, Oleksander Turchynov, a convoqué une réunion d'urgence pour discuter du fait de « n'autoriser aucun signe de

séparatisme ni menaces contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine [ce qui désigne les événements qui ont eu lieu en Crimée] et de punir les gens qui s'en rendent coupables. »

Les groupes d'extrême-droite qui soutiennent le nouveau régime de Kiev ont menacé d'envoyer de prétendus « trains de l'amitié, » qui sont en fait des gangs de voyous armés, pour prendre Sébastopol. Les responsables là-bas établissent des barrages routiers et des milices de défense pour s'opposer à un éventuel assaut sur la ville. Témoignant du caractère réactionnaire des forces pro-russes, le maire de Sébastopol Aleksey Chaly a soutenu les membres des « Berkut », police anti-émeutes, détestée par la population et dissoute par les autorités de Kiev, et les a invités à venir à Sébastopol pour défendre la ville.

Des responsables russes de la sécurité ont déclaré sous le couvert de l'anonymat au *Financial Times* hier que, bien qu'ils n'aient pas l'intention de démembrer l'Ukraine, ils se sentiraient « obligés » de soutenir militairement la péninsule de Crimée si elle décidait de faire sécession du reste de l'Ukraine.

Des responsables occidentaux qui auraient, ces dernier jours, échangé des appels téléphoniques tendus avec les autorités militaires russes ont signalé leur opposition. Qualifiant l'Ukraine de partenaire « proche », le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a déclaré qu'il « suppose que tous les Etats respectent la souveraineté, l'indépendance, et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et nous avons indiqué cela clairement à tous ceux que cela pourrait concerner. »

Le ministre des Affaires étrangères américain John Kerry a publié une menace à peine voilée jeudi soir, mettant en garde, dans un entretien accordé à *NBC News*, contre tout usage de la force militaire par Moscou. Il a aussi averti que l'impérialisme prépare le même sort au régime de Poutine que celui qu'il a infligé au gouvernement de Viktor Yanukovitch en Ukraine.

« La rapidité avec laquelle il s'est déroulé [le coup en Ukraine] devrait être un message pour la Russie, » a dit Kerry. « La Russie doit faire très attention aux jugements qu'elle fait à partir de maintenant... »

Ces événements soulignent non seulement l'absolue criminalité et la témérité de la politique impérialiste, mais aussi l'effet politique et géostratégique désastreux de la dissolution de l'URSS par la bureaucratie stalinienne. La restauration du capitalisme en URSS a produit des niveaux d'inégalité sociale obscènes – les 50 oligarques les plus riches d'Ukraine ont une fortune après impôts de 112,7 milliards de dollars, soit les deux tiers du PIB annuel de l'Ukraine – et a laissé les ex-républiques soviétiques dévastées par les antagonismes ethniques et régionaux.

La base sociale des régimes existants est tellement étroite que tous ces pays sont vulnérables à la subversion par les puissances impérialistes qui travaillent avec des groupes fascistes déterminés. Dans une situation où les puissances impérialistes poursuivent une campagne impitoyable pour isoler et démembrer la Russie, les tensions ethniques et régionales alimentées par ces luttes de pouvoir créent directement un risque de guerre.

La position des factions pro-russes qui cherchent à s'allier avec Moscou pour préserver leur position par un conflit qui pourrait déclencher une guerre mondiale avec l'OTAN est en faillite et réactionnaires. La seule voie progressiste est la lutte pour la mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre l'impérialisme, ses assistants fascistes, et les régimes corrompus créés par la restauration du capitalisme en URSS.

La réaction de la population est la principale inquiétude pour le régime soutenu par les fascistes à Kiev, qui a annoncé la composition de son gouvernement hier. Il sait

très bien que son mandat des puissances impérialistes consiste à repayer les dettes de l'Ukraine envers les grandes banques et protéger la richesse des oligarques ukrainiens en imposant des mesures d'austérité impopulaires à la population, dont des coupes profondes dans les subventions énergétiques publiques.

En conséquence, au cours d'une cérémonie bizarre, il a présenté la liste des ministres à sa seule base populaire : les quelques milliers de manifestants d'extrême-droite sur la place de l'indépendance à Kiev. Il leur a demandé de crier leur approbation aux divers ministres quand ils étaient présentés sur la place.

Arseniy Yatsenyuk, que les responsables américains ont identifié comme leur dirigeant préféré avant le putsch en raison de ses liens étroits avec l'oligarque Yulya Tymoshenko, a été choisi comme premier ministre. (lire également :[L'opération américaine de changement de régime révélée par la divulgation d'un appel téléphonique](#)).

Il a déclaré, « Nous allons prendre des décisions extrêmement impopulaires, étant donné que le précédent gouvernement et le précédent président étaient si corrompus que le pays est dans une très mauvaise passe financière. Nous sommes au bord du désastre et c'est un gouvernement de suicidés politiques ! Alors bienvenue en enfer. »

De telles remarques soulignent le fait que le putsch de Kiev n'a rien à voir avec la démocratie, comme l'affirment cyniquement les médias occidentaux ; c'est une tentative évidente d'imposer une dictature pour défendre les intérêts financiers et stratégiques de l'impérialisme occidental.

Parmi les autres ministres présentés, il y avait Andriy Parubiy, nommé à la tête du Conseil de sécurité et de défense. Coordinateur de la sécurité pour les manifestants sur la place de l'indépendance à Kiev, il est un associé politique d'Oleh Tyahnybok, le chef du parti *Svoboda*, fasciste et violemment antisémite, avec lequel il avait fondé le Parti social-national d'extrême-droite dans les années 1990, peu après l'effondrement de l'URSS.

Alex Lantier

Article original, [WSWS](#), paru le 27 février 2014

Copyright © 2014 Global Research